

La revue de presse de la Chambre

Jeudi 29 juin 2023

Madame, Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après la revue de presse quotidienne.

Avec mes meilleures salutations,

Marilia Leite
Documentation, Archives

CCIG

- [À l'occasion du 13e Congrès mondial des chambres de commerce à Genève, Famy SN et la CCIG s'associent pour créer un pont entre la Suisse et l'Afrique - Financialafrik.com](#)
- [Commerce et développement durable partenariat entre la CCIG et Famy Sénégal - Allnews.ch](#)
- [Entretien Top Chrono avec Vincent Subilia à la tête de la Chambre et de l'organisation du Congrès mondial 2023 - Charles Milliard - FCCQ - LinkedIn.ch](#)
- [Genève a accueilli la 13e édition du Congrès mondial des chambres de commerce - Article de la page 9 du Magazine PME de Juillet-Août 2023](#)

Banques – Finance

- [Le gouvernement veut alléger l'imposition de l'outil de travail - Lemanbleu.ch](#)

Congrès

- [C'est quand il y a beaucoup de pression que vous savez si vous êtes un leader ou pas - Article de la page 5 du journal L'Agefi du Me, 28.06.2023](#)

Economie – Entreprises

- [Piquet Galland certifiée Great Place to Work® Suisse 2023 - Allnews.ch](#)

Energie, climat et environnement

- [La Suisse 5e dans l'indice du WEF sur la transition énergétique - Rts.ch](#)

Mobilité

- [«Nous ferons tout pour limiter l'impact de la grève» - Lemanbleu.ch](#)
- [6 minutes avec André Schneider, directeur de l'aéroport de Genève - RadioLac.ch](#)

Technologie – Numérique

- [Ce que changera la nouvelle loi sur la protection des données - Article de la page 6 du journal L'Agefi du Me, 28.06.2023](#)

Tourisme

- [Hotelplan a déjà atteint une grande partie de ses objectifs de réservations cette année - Article des pages 2-3 du journal L'Agefi du Me, 28.06.2023](#)

À l'occasion du 13e Congrès mondial des chambres de commerce à Genève, Famy SN et la CCIG s'associent pour créer un pont entre la Suisse et l'Afrique

Rédaction, 28.06.2023

5-6 minutes

Genève, le 22 juin 2023. Famy Sénégal et la Chambre de Commerce, d'industrie et de services de Genève (CCIG) ont décidé de collaborer pour identifier et soutenir les entreprises ainsi que les projets à potentiel de leurs écosystèmes respectifs.

L'objectif est de dynamiser les échanges commerciaux en respectant les principes du développement durable. Une veille particulière sera mise en place afin que les femmes bénéficient des opportunités entrepreneuriales résultant de ce partenariat.

Dans un contexte économique et géopolitique difficile, il s'agit de miser sur des partenariats solides dans une approche d'entraide collective mais également sur la création d'écosystèmes favorables à l'entrepreneuriat et à l'investissement. Cette collaboration s'aligne parfaitement avec la nouvelle politique de coopération internationale de la Suisse visant à renforcer ses relations diplomatiques et commerciales avec l'Afrique. La Suisse,

qui siège au conseil de sécurité onusien depuis le début de l'année, prouve ainsi sa volonté d'ouverture en particulier vers l'Afrique de l'ouest. Famy SN et la CCIG ont décidé de combiner leurs compétences afin d'offrir des solutions durables et innovantes.

Concrètement, il est question de :

Créer un pont et animer une communauté de PME industrielles africaines et suisses souhaitant s'implanter en Afrique et vice-versa mais aussi solliciter la diaspora africaine de suisse tout en lui offrant des outils et opportunités adaptés au développement des affaires sur le continent. Il s'agira de mobiliser des entreprises des domaines de la construction, de l'hospitality, de l'agro, de l'eau, de la santé et des fintechs avec toutes les transversales qu'offrent le digital et la cybersécurité ;

Répondre aux enjeux majeurs liés à l'éducation sur le continent africain et trouver un écho auprès des grandes institutions suisses tout en favorisant la collaboration et l'échange au sein de la francophonie (écoles hôtelières, management schools, écoles d'ingénieurs, etc) ;

Faciliter les programmes de financement bilatéraux et les possibilités de co- investissements entre la Genève Internationale et l'Afrique.

Famy SN et la CCIG profiteront à la fois de leurs expériences « terrain », de leurs expertises et de leurs réseaux respectifs pour mettre en lumière les compétences suisses et africaines dans les différents secteurs cités précédemment.

Des roadshows économiques et d'investissements seront

organisés afin de saisir les opportunités d'affaires, tout en misant sur la force du réseau et des mises en relation qualifiées.

Les deux partenaires mettront en place une plateforme collaborative visant à simplifier la mise en relation des entreprises et des porteurs de projet avec des acteurs clés et des investisseurs.

À l'occasion de cette signature :

Jeannie Cointre, Présidente de Famy Sénégal a déclaré : « Nous sommes très fiers, honorés et heureux de cette collaboration avec la CCIG pour travailler ensemble dans une dynamique de co-construction et de création de valeur grâce aux écosystèmes d'affaires entre l'Afrique et la Suisse. Ce partenariat permettra d'accélérer le développement de certaines PME africaines en Suisse et celui de certaines PME suisses en Afrique. C'est dans cette volonté de créer des passerelles dans les deux sens que nous nous inscrivons dans ce beau projet. Dans ce cadre, la société Famy SN par son positionnement, son histoire, ses expertises et sa connaissance des deux écosystèmes est le partenaire privilégié et structurant pour mener à bien ces échanges et être un acteur majeur de la co-construction entre l'Afrique et la Suisse.»

Vincent Subilia, Directeur général de la CCIG, a ajouté : « Nous nous réjouissons vivement de cet accord lequel vient renforcer le rôle de la Chambre de commerce de Genève comme facilitateur pour les entrepreneurs genevois en Afrique, respectivement pour accompagner les opérateurs africains à Genève. Le continent africain recèle un potentiel de premier plan, et Genève se positionne comme plateforme incontournable au cœur de l'Europe

pour les entreprises africaines, ainsi qu'en témoigne la tenue du Congrès mondial des chambres 2023.»

Famy SN est historiquement une filiale de l'entreprise familiale française qui existe depuis 1860. Ses activités regroupent l'exploitation de carrières, le terrassement, la démolition, l'assainissement. Le groupe disposait de 9 sites en France et de 5 sites en Afrique. FAMY Sénégal qui en est issu est désormais indépendant et présent au Sénégal depuis 2012. Il dispose de 5 implantations locales avec une présence en Côte d'Ivoire, au Burkina, et des projets à l'étude au Maroc, en Guinée Conakry, en Mauritanie, au Bénin et au Togo.

La Chambre de Commerce, d'industrie et de services de Genève est une association de droit privé, indépendante de l'État. La CCIG – fondée en 1865 – a pour objectif d'assurer une économie forte, permettant aux acteurs qui constituent le tissu économique local, et à ses 2 500 entreprises Membres, en particulier, d'exercer leur activité de manière pérenne.

Commerce et développement durable: partenariat entre la CCIG et Famy Sénégal

Communiqué, CCIG & Famy Sénégal, 28.06.2023

3–4 minutes

La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève et l'entreprise sénégalaise prévoient notamment d'organiser des roadshows économiques et d'investissements.

Lors du 13^e [Congrès mondial des chambres de commerce à Genève](#), la CCIG a conclu un accord de partenariat avec l'entreprise sénégalaise Famy. La CCIG et Famy Sénégal ont décidé de collaborer pour identifier et soutenir les entreprises ainsi que les projets de leur écosystème respectif. L'objectif est de dynamiser les échanges commerciaux en respectant les principes du développement durable. Une veille particulière sera mise en place, afin que les femmes bénéficient des opportunités entrepreneuriales résultant de ce partenariat.

Points clé de l'alliance

- Créer un pont et animer une communauté de PME industrielles africaines et suisses souhaitant s'implanter en Afrique et vice-versa, mais aussi solliciter la diaspora africaine de Suisse tout en lui offrant des outils et opportunités adaptés au développement

des affaires sur le continent. Il s'agira de mobiliser des entreprises des domaines de la construction, de l'hospitality, de l'agroalimentaire, de l'eau, de la santé, de la fintech et de la cybersécurité;

- Répondre aux enjeux majeurs liés à l'éducation sur le continent africain et trouver un écho auprès des grandes institutions suisses tout en favorisant la collaboration et l'échange au sein de la francophonie (écoles hôtelières, management schools, écoles d'ingénieurs, ...);
- Faciliter les programmes de financement bilatéraux et les possibilités de co-investissements entre la Genève Internationale et l'Afrique.

Des roadshows économiques et d'investissements seront organisés, afin de saisir les opportunités d'affaires, tout en misant sur la force du réseau et des mises en relation qualifiées. Les deux partenaires mettront en place une plateforme collaborative visant à simplifier la mise en relation des entreprises et des porteurs de projets avec des acteurs clés et des investisseurs.

Jeannie Cointre, présidente de Famy Sénégal, a déclaré: «Nous sommes très fiers, honorés et heureux de cette collaboration avec la CCIG pour travailler ensemble dans une dynamique de co-construction et de création de valeur grâce aux écosystèmes d'affaires entre l'Afrique et la Suisse. Ce partenariat permettra d'accélérer le développement de certaines PME africaines en Suisse et celui de certaines PME suisses en Afrique. C'est dans cette volonté de créer des passerelles dans les deux sens que nous nous inscrivons dans ce beau projet. Dans ce cadre, la société Famy SN par son positionnement, son histoire, ses

expertises et sa connaissance des deux écosystèmes est le partenaire privilégié et structurant pour mener à bien ces échanges et être un acteur majeur de la co-construction entre l'Afrique et la Suisse.»

Vincent Subilia, directeur général de la CCIG, a ajouté: «Nous nous réjouissons vivement de cet accord lequel vient renforcer le rôle de la Chambre de commerce de Genève comme facilitateur pour les entrepreneurs genevois en Afrique, respectivement pour accompagner les opérateurs africains à Genève. Le continent africain recèle un potentiel de premier plan, et Genève se positionne comme plateforme incontournable au cœur de l'Europe pour les entreprises africaines, ainsi qu'en témoigne la tenue du Congrès mondial des chambres 2023.»



Charles Milliard • 2e

PDG chez Fédération des chambres de commerce du Québec

1 sem. • 🔒

+ Suivre ...

La CCIG - Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève et l'économie suisse en 120 secondes!ch

Entretien top chrono avec notre collègue Vincent Subilia, à la tête de la chambre et de l'organisation du Congrès mondial 2023 🇨🇭

Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

International Chamber of Commerce

Florent Favrel | Alain Lavoie | GUY JOBIN

#forcedureseau



👍❤️ 50

2 replications

Le Biopôle signe un partenariat avec Roche Pharma Suisse

C'est le 7^e membre du programme pour entreprises du parc scientifique

Le Biopôle a signé un partenariat avec Roche Pharma Suisse, agrandissant ainsi le nombre d'entreprises partenaires. Lancé en 2020, le parc scientifique situé dans les hauts de Lausanne comprenait déjà six membres: BMS, la Clinique La Prairie, CSL Behring, Labcorp, Swiss Medical Network et Terumo Interventional Systems. Nasri Nahas, CEO du Biopôle, se réjouit de cette alliance qui permettra de mettre en contact l'entreprise avec l'écosystème du campus: «Notre solide réseau leur offrira de nombreuses opportunités, tandis que notre communauté bénéficiera de leur expertise scientifique et de leurs études de marché nationales et mondiales.»

Plus sur biopole.ch



De g. à dr.: Pierre-Jean Wipff, Nasri Nahas, Katharina Gasser, Sébastien Mégevand et Olivier Philippe.

Genève a accueilli la 13^e édition du Congrès mondial des chambres de commerce

Du 21 au 23 juin, Genève est temporairement devenue l'épicentre de l'économie internationale à l'occasion de la 13^e édition du Congrès mondial des chambres de commerce. Quelque 1500 décideurs provenant de 130 pays et 150 intervenants ont été réunis avec comme thématique centrale le multilatéralisme au service de la paix et de la prospérité. «Ce concept, dont Genève est un bastion et un berceau, est aujourd'hui en danger», estime Vincent Subilia (pho-

to), directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève. Il rappelle que l'un des rôles des chambres de commerce consiste précisément à tenter de rendre le monde meilleur et éviter les conflits grâce aux relations commerciales. C'était la première fois que ce congrès, qui est organisé dans un continent différent tous les deux ans, se tenait en Suisse. Les trois éditions précédentes ont eu lieu à Dubaï, à Rio et à Sydney. Les invités comprenaient aussi bien des représentants de grandes multinationales que de PME locales telles que Caran d'Ache. De nombreuses organisations internationales ainsi que des responsables politiques étrangers étaient également présents. Parmi les intervenants issus de la région figuraient notamment Soren Toft, CEO de MSC, ou Peter Brabeck, ancien patron de Nestlé. L'événement a débouché sur un manifeste signé par tous visant à favoriser un commerce global respectueux de l'humain et de la planète.

Plus sur 13wcc.iccwbo.org



Fribourg Säuberlin & Pfeiffer s'étend en Valais

Active dans l'imprimerie et l'emballage, Säuberlin & Pfeiffer, basée à Châtel-Saint-Denis (FR), rachète l'imprimerie **Ronquoz Graphix** à Sion. Le rachat de cette société familiale fondée en 1991, huit collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 1,5 million de francs, permettra à l'entreprise fribourgeoise de renforcer ses activités dans l'impression d'étiquettes de vins et de spiritueux. Säuberlin & Pfeiffer appartient depuis 2022 au groupe français **Autajon**. Sa filiale suisse à Châtel-Saint-Denis emploie 130 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires annuel de 26 millions.



En bref

LE MAÎTRE CHOCOLATIER DE MARTEL SACRÉ MEILLEUR OUVRIER DE FRANCE

C'est un concours d'excellence parmi les plus difficiles à remporter, tant les exigences sont élevées. Le 20 juin, Mathieu Lerenard, maître chocolatier chez Martel, a décroché le titre de Meilleur ouvrier de France en tant que MOF Chocolatier. Ce passionné du chocolat a collaboré avec divers chocolatiers renommés de Paris, dont Patrick Roger (MOF 2000) et travaille pour la maison genevoise depuis 2013.

1,2

En million, la hausse du nombre de nuitées prévue en Suisse cet été

Le secteur du tourisme helvétique devrait connaître un bel été. Le centre KOF de l'EPFZ prévoit une augmentation de 1,2 million de nuitées (+5%). Sur l'ensemble de l'année, la hausse devrait même s'élever à 10,5%, soit une progression de 3,9 millions de nuitées entre 2022 et 2023.

Le CSEM franchit la barre des 100 millions de chiffre d'affaires

Basé à Neuchâtel, le centre d'innovation technologique CSEM a franchi la barre des 100 millions de chiffre d'affaires en 2022 (+3,5%). Par ailleurs, le centre a déposé 26 nouvelles familles de brevets, dont 17 pour ses propres plateformes technologiques. Les neuf autres familles de brevets ont été déposées au nom de clients.

DEUX COMMUNES VAUDOISES CHOISSENT LA SOLUTION FINANCIÈRE INNERGIA

Deux communes vaudoises ont choisi de s'engager avec l'instrument financier Innergia dans d'importants projets d'infrastructures énergétiques. La commune de Treytorrens a validé la création d'une société privée communale et un cautionnement de 2,8 millions de francs. Celle de Rossinière a approuvé un cautionnement de 10,2 millions de francs pour une centrale de cogénération et l'extension d'un réseau de chauffage à distance.

Le gouvernement veut alléger l'imposition de l'outil de travail

Clément Vuagnat avec ATS - 28.06.2023

~2 minutes

Le Conseil d'Etat genevois a présenté mercredi un projet de loi visant à alléger la fiscalité de l'outil de travail. Ce projet prévoit une baisse du barème de l'imposition de 60%. Si le Grand Conseil vote ce texte, Genève s'alignera, dans ce domaine, sur la majorité des cantons romands.

Pour bénéficier de cette diminution d'impôt, plusieurs conditions doivent être remplies par l'entrepreneur. Celui-ci doit avoir son domicile dans le canton de Genève, détenir au moins 10% du capital-actions de sa société (titres non cotés) et exercer à titre principal une activité lucrative dans cette même société.

Le Conseil d'Etat relève qu'actuellement, à Genève, l'outil de travail et les bénéfiques qui en découlent sont soumis à une charge fiscale importante. Ils sont imposés une première fois auprès de l'entreprise. La valeur du capital de l'entreprise est ensuite imposée une nouvelle fois par le biais de l'impôt sur la fortune.

Avec ce projet de loi, le gouvernement entend doter Genève d'une fiscalité de l'outil de travail similaire à celle de la majorité des cantons romands et de certains cantons alémaniques. Cette baisse du barème d'imposition a pour objectif de maintenir la prospérité du canton en soutenant celles et ceux qui créent de l'emploi.

/ATS

«C'est quand il y a beaucoup de pression que vous savez si vous êtes un leader ou pas»

L'invité: Peter Brabeck-Letmathe
Sa fonction: Président
Son entreprise: Gesda

BE TO B

● Demandez à Peter Brabeck-Letmathe ce qu'il pense des critères ESG qui guident les investisseurs pour l'environnement, le social et la gouvernance. Sa réponse: une approche excessive. Invité de la 100^e émission de «Be to B», l'ancien dirigeant de Nestlé et actuel président de la Fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator (Gesda) préfère le concept «de la création de valeur partagée». «Aujourd'hui, on a la sensation que l'ESG est la seule chose qui devrait être dans la tête des entrepreneurs, critique-t-il. [...] Si vous regardez les rapports [des entreprises], il y a 100 pages sur l'ESG et 30 pages sur les résultats financiers. Ce n'est pas correct.» Peter Brabeck-Letmathe appelle à un «bon équilibre» entre l'impact financier et l'impact social des entreprises.

● Autre équilibre à trouver, dans les relations entre l'Occident et la Russie. Peter Brabeck-Letmathe s'inquiète de certaines sanctions contre la

Russie. Il l'a dit lors du Congrès mondial des chambres de commerce, qui s'est déroulé la semaine passée à Genève. Boycotter le négoce de pétrole ou de gaz russe, oui, mais les citoyens russes, comme les artistes et les scientifiques, devraient pouvoir continuer de se déplacer, plaide-t-il.

● Une page d'histoire est évoquée par l'entrepreneur pour éclairer sa position sur la Russie. Pendant l'apartheid, Nestlé avait maintenu ses activités en Afrique du Sud pour que «l'alimentation ne soit pas utilisée comme une arme». Plus tard, il a eu l'occasion d'en parler avec le premier président noir du pays, Nelson Mandela: «Il m'a dit, politiquement, ce n'était pas bien, mais nous étions très contents

que vous soyez restés.» Pour Peter Brabeck-Letmathe, c'est lorsqu'il y «a beaucoup de pression que vous savez si vous êtes un leader ou pas». Pression des actionnaires, des employés, des clients, ou des politiques...

● Désormais président du Gesda, soutenu et créé en 2019 par la Confédération et par le canton, Peter Brabeck-Letmathe prépare la mise sur pied de l'Open Quantum Institute. Il s'agit d'anticiper «les conséquences de cette nouvelle technologie informatique, beaucoup plus puissante que les ordinateurs actuels», détaille-t-il. Tout en remarquant que «personne ne s'est rendu compte» de l'arrivée de ChatGPT. ■



«Aujourd'hui, on a la sensation que l'ESG est la seule chose qui devrait être dans la tête des entrepreneurs. Ce n'est pas bon.»

Peter Brabeck-Letmathe
Président du Gesda

Visionnez l'émission sur la chaîne Youtube de L'Agefi



Chaque semaine, «Be to B» reçoit une personnalité de l'économie romande. Animée par Vincent Magni, de LFM TV, et Frédéric Lelièvre, de «L'Agefi», cette émission s'intéresse à son entreprise, aux défis qu'elle se lance, et ce qui, sur un plan plus personnel, la fait avancer.

De solides prévisions d'exportations

COMMERCE EXTÉRIEUR. Selon un sondage, 59% des PME suisses tablent sur une croissance de leurs envois à l'étranger cette année par rapport à la précédente.

Les perspectives d'exportation des petites et moyennes entreprises (PME) suisses s'améliorent. Si les défis mondiaux n'ont pas disparu, ils semblent peser moins lourd dans la balance, a indiqué mardi Switzerland Global Enterprise (S-GE). Un sondage mené auprès de PME suisses montre que l'optimisme est de retour, en dépit d'incertitudes concernant la guerre en Ukraine, l'inflation et les chaînes d'approvisionnement. Le baromètre des exportations s'est hissé à 66,7 points au deuxième semestre 2023, contre 60,5 points au premier, selon le communiqué de S-GE. Ainsi, il dépasse «largement» le seuil de croissance, de 50 points.

Croissance attendue en 2023

Parmi les entreprises interrogées, 59% tablent sur une croissance de leurs exportations cette année par rapport à la précédente. Seulement 20% s'attendent à un repli. La réouverture de la Chine a eu un impact, 35% des

PME interrogées y ayant envoyé des marchandises. L'Allemagne (71%), la France (57%), les Etats-Unis (54%), l'Italie (51%) ainsi que le Royaume-Uni et l'Autriche (chacun 47%) figurent également parmi les marchés d'exportation les plus fréquents. Les défis subsistent néanmoins, avec en premier lieu les prix de l'énergie et des matières premières ainsi que les risques sur le marché des changes. L'inflation figure également parmi les sources d'inquiétudes, tout comme les tensions entre la Chine et les Etats-Unis, la durabilité ou encore le protectionnisme. La question des chaînes d'approvisionnement responsables est au cœur des problématiques, avec la nécessité d'en avoir plusieurs et l'impératif de respecter les exigences de protection du climat.

Face à de solides perspectives, la quasi-totalité des entreprises sondées (90%) tablent sur un maintien de leur effectif au niveau actuel ou en hausse. (awp)



Barrier Reverse Convertible Callable

En souscription auprès de votre banque jusqu'au 29.06.2023, 14h30

4.80%* p.a.

SMI®, EURO STOXX 50®, S&P 500®

Nominal: Quanto CHF 1000
 Barrière **Continue**: 55%* du fixing initial
 Fixing final : 30.06.2025
 Clause de rappel trimestriel (la première fois après 6 mois)

N° de valeur 127 924 206

8.00%* p.a.

RICHEMONT, LVMH, SWATCH

Nominal: Quanto CHF 1000
 Barrière **Continue**: 50%* du fixing initial
 Fixing final : 28.06.2024
 Clause de rappel mensuel (la première fois après 3 mois)

N° de valeur 127 949 220

Le fonctionnement des produits est expliqué sur notre site www.bcv.ch/emissions
 * Données indicatives qui seront fixées définitivement lors du fixing initial

Ces produits structurés ne sont pas des placements collectifs de capitaux au sens de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (L.PCC). Ils ne sont pas soumis ni à une autorisation ni à une surveillance de l'Autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA). Par conséquent, les investisseurs ne bénéficient pas de la protection spécifique prévue par la L.PCC. L'investisseur est exposé au risque de défaut de l'émetteur. Cette annonce est purement informative et ne constitue ni une publicité, ni une offre, ni une imitation à la présentation d'une offre, ni une recommandation pour l'achat de produits spécifiques. Cette annonce n'est pas un prospectus d'émission au sens des articles 35 et ss L.SFin. Seuls font foi le prospectus L.SFin et les conditions définitives du produit qui peuvent être obtenus gratuitement auprès de la BCV ou téléchargés sur son site www.bcv.ch/invest. Les risques liés à certains placements, en particulier les dérivés, ne conviennent pas à tous les investisseurs. Avant toute opération, l'investisseur est invité à procéder à un examen spécifique de son profil de risque et à se renseigner sur les risques inhérents, notamment en consultant la brochure Swissbanking «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» (disponible dans nos locaux ou sur notre site interne: www.bcv.ch/static/pdf/fr/risques_particuliers.pdf). La diffusion de cette annonce et/ou la vente de ces produits peuvent être sujettes à des restrictions (par ex. USA, US persons, UE, Japon, JP persons), elles ne sont autorisées que dans le respect de la législation applicable. Les valeurs mobilières présentées ici ne sont ni parrainées, ni approuvées, ni vendues, ni recommandées par des fournisseurs d'indice. Toute responsabilité des fournisseurs d'indice est exclue. Les communications sur le numéro de téléphone indiqué dans cette annonce peuvent être enregistrées; lorsque vous nous appelez, nous considérons que vous acceptez cette procédure.



Tél. 021 212 42 00

Piguet Galland certifiée Great Place to Work® Suisse 2023

Communiqué, Piguet Galland, 29.06.2023

5–6 minutes

«Il est difficile de contribuer à la sérénité de nos clients si les équipes de la Banque n'en font pas, elles-mêmes, l'expérience», affirme Olivier Calloud, CEO de Piguet Galland.

Dans un contexte post-pandémique où les équipes ont dû bouleverser leurs habitudes de travail, Piguet Galland annonce avoir reçu la prestigieuse certification Great Place to Work® 2023. Cette distinction démontre l'engagement de la Banque à créer une culture d'entreprise positive. «Nous sommes particulièrement comblés de recevoir cette certification à notre première participation. Avec 82% d'affirmations positives dans le sondage adressé à nos collaborateurs, Piguet Galland est reconnue comme une Maison où le niveau de confiance est élevé et les efforts déployés pour créer et alimenter notre culture d'entreprise sont récompensés par les collaborateurs qui la vivent au quotidien», relève Marina Bianchi-Galanti, responsable des Ressources Humaines de Piguet Galland.

«Développer un environnement propice à la libre expression des idées au sein de nos équipes nous tient à cœur, et nous encourageons le développement personnel et professionnel des

collaborateurs.»

93% des répondants estiment que Piguet Galland est une entreprise où il fait bon travailler

L'enquête GPTW Trust Index repose sur une méthodologie crédible, équitable, transparente et entièrement indépendante. Le score réalisé reflète la vision, les préférences et les besoins des collaborateurs. C'est donc un indicateur essentiel pour la Banque. L'enquête, à laquelle 88% des collaborateurs ont répondu, révèle que la taille humaine de Piguet Galland leur permet de développer leur sens des initiatives et des responsabilités. Chez Piguet Galland, l'éthique, le respect et la solidarité ne sont pas de vains mots.

«Je ressens profondément ces valeurs dans l'ADN du management et des collaborateurs. C'est très fort», commente un collaborateur. «Les membres du Comité de Direction sont accessibles et prennent en considération nos avis. Les collaborateurs sont vraiment mis au centre des préoccupations avec de nombreux avantages», précise un autre collaborateur.

L'enquête montre aussi que chez Piguet Galland les conditions de travail sont «hyper agréables et motivantes», avec «une culture interne fortement basée sur le respect, l'entraide, l'équilibre personnel et professionnel, l'esprit d'entreprise, le bon sens, la prise de décision et la communication factuelle.» Un collaborateur note que le «management fait preuve d'un intérêt sincère à mon égard en tant qu'individu et pas seulement en tant que salarié».

Des valeurs humaines

Contribuer au bonheur de ses clients en leur apportant de la sérénité dans la gestion de leur patrimoine, c'est la mission que

s'est donnée la banque privée romande.

«Il est difficile de contribuer à la sérénité de nos clients si les équipes de la Banque n'en font pas, elles-mêmes, l'expérience», affirme Olivier Calloud, CEO de Piguet Galland. «Contribuer au bonheur de nos clients et de nos collaborateurs passe, selon nous, par la création d'une culture d'entreprise saine, équitable, humaine, transparente, responsable, accueillante, où chacun a la possibilité de trouver sa place et de développer ses compétences.»

De taille humaine avec de grandes ambitions, la Banque est fière de porter les valeurs d'intégrité, de travail d'équipe, d'engagement, de création de valeur et d'enthousiasme au cœur de sa culture d'entreprise.

Les résultats en chiffres

- 94% pensent apporter une contribution personnelle à la Banque
- 93% estiment que Piguet Galland est une entreprise où il fait bon travailler
- 92% sont fiers de déclarer à d'autres qu'ils travaillent pour Piguet Galland
- 88% affirment que le management fait preuve d'un intérêt sincère à leur égard

Les collaborateurs en parlent le mieux

«J'apprécie particulièrement la bienveillance qui règne et la confiance qui est accordée aux collaborateurs.»

«Beaucoup de transparence de la part de la Direction. Impression de faire partie d'une «famille» qui tend vers un même but.»

«Le côté entrepreneur est fortement développé chez nous et ça motive.»

«Culture interne fortement basée sur le respect, l'entraide, l'équilibre personnel et professionnel, l'esprit d'entreprise, le bon sens, la prise de décision et communication factuelle.»

«Nous avons la chance de travailler dans une entreprise où, globalement, nous pouvons utiliser notre énergie pour travailler et faire avancer les projets plutôt que de faire de la politique, tirer la couverture à soi et se battre contre d'autres services. La Direction est accessible et bienveillante.»

«Ce qui m'a vraiment surpris en bien dans cette entreprise en arrivant il y a quelques années, c'est l'aide et le soutien entre collègues de tous les sites. Bravo !»

La Suisse 5e dans l'indice du WEF sur la transition énergétique

28.06.2023

~3 minutes

La Suisse figure au cinquième rang de l'indice du WEF sur la transition énergétique. Dans un rapport dévoilé mercredi, l'organisation alerte sur les effets des tensions internationales qui ont affecté cette question. Mais des pays importants ont obtenu des avancées.

Selon l'indice du Forum économique mondial (WEF), sur 120 Etats, la Suisse est troisième pour l'efficacité de ses systèmes énergétiques. Mais elle n'est que huitième pour la préparation à une énergie plus verte.

Depuis trois ans, elle a bien progressé sur la réduction de l'intensité du CO2 et la part de celui-ci par habitant. Les avancées sont toutefois moins bonnes sur l'intensité énergétique. La Suisse a en revanche reculé sur la question du volume des énergies renouvelables.

Pays nordiques aux premières places

Dans l'indice du WEF, les pays nordiques restent largement aux premières places. La Suède devance le Danemark, la Norvège et la Finlande. Parmi les pays émergents, aussi bien le Brésil que la Chine, qui devraient être de gros consommateurs d'énergie dans les prochaines décennies, se trouvent parmi les 20 premiers.

Avec d'autres Etats similaires, ils ont amélioré leur situation depuis plusieurs années. Au total, 95% des pays évalués ont fait de même. Mais depuis un an, plus de 50% d'entre eux ont reculé en valeur absolue. La Suisse, elle, a stagné.

Stagnation dans les avancées énergétiques

Plus largement, le WEF déplore une stagnation dans les avancées énergétiques en raison des tensions politiques depuis trois ans. Certes, l'énergie propre et durable progresse, notamment grâce aux investissements, aux cadres réglementaires et à la lutte contre le changement climatique. Mais les efforts restent insuffisants dans tous les Etats pour honorer les engagements pris contre le réchauffement et les objectifs de développement durable.

Comme pour les vaccins lors de la pandémie, les inégalités d'accès ont en outre augmenté entre pays en raison de la volonté de certains Etats de porter leurs efforts sur leur sécurité énergétique.

>> A écouter: un sujet sur la géopolitique de la transition énergétique

Une transition énergétique est indispensable pour assurer le futur de l'humanité. oliverdelahaye Depositphotos
[oliverdelahaye - Depositphotos]
oliverdelahaye - Depositphotos

D'un monde à l'autre – Géopolitique de la transition énergétique / Six heures - Neuf heures, le samedi / 6 min. / le 10 juin 2023

ats/ld

«Nous ferons tout pour limiter l'impact de la grève»

Vincent Ulrich - 28.06.2023

~2 minutes

Les tensions continuent à l'aéroport de Genève autour d'un projet de révision des salaires, que le Conseil d'administration doit valider demain. Les syndicats ont promis la grève.

L'Aéroport de Genève sera-t-il bloqué pour le début des vacances d'été? Le syndicat des services publics (SSP) a promis la grève des employés si le Conseil d'administration valide le projet de révision de la rémunération ce jeudi matin.

«Nous ferons tout pour limiter l'impact de la grève, promet d'emblée André Schneider, directeur général de l'aéroport. Aujourd'hui, nous ne savons pas encore "combien?", "quand?", ou "comment?", parce que nous n'avons que le préavis de grève du syndicat.»

Fin de l'augmentation automatique des salaires?

Dans le collimateur du SSP, un projet de révision de la rémunération des employés de l'aéroport, qui bloque l'augmentation automatique des salaires dès 2024, en lui préférant une augmentation basée sur les bénéfices. La conciliation, menée par la CRCT, n'a pas débouché sur un accord.

«Si ce projet est adopté, aucun employé n'aurait une baisse de salaire, contre André Schneider. Mais ces prochaines années vont nous amener à une croissance beaucoup plus faible, moins de la moitié de l'augmentation automatique des salaires. Nous aimerions

donc pouvoir adapter l'augmentation salariale annuelle à la progression économique de l'aéroport. Ce qui me semble logique.»

Le Conseil d'administration de Genève Aéroport doit décider demain s'il valide ou non le projet de modification des rémunérations proposé par la direction. Les syndicats communiqueront dans la foulée si la grève est décidée.

6 minutes avec André Schneider, directeur de l'aéroport de Genève

Publié le 29 juin 2023 à 07:38

2-3 minutes

Grève ou pas grève à l'aéroport de Genève? C'est ce jeudi que le conseil d'administration doit décider s'il accepte ou pas le nouveau système de rémunération des employés. Des employés qui ont été clairs: en cas de "oui" à ce nouveau système de rémunération, ce sera la grève dès vendredi. Le directeur de l'aéroport, André Schneider, était invité de Béatrice Rul, à 7h35, dans Radio Lac Matin.

"C'est une situation très difficile et je souhaite exprimer mes regrets et nos excuses suite aux potentiels problèmes que cette situation va générer. Nous sommes dans une situation compliquée, nous devons nous adapter et nous faisons face à une opposition totale de notre personnel qui refuse d'accepter que la situation a changé. Peut-être n'avons nous pas assez bien expliqué. Ce nouveau système ne va pas baisser les salaires, il conserve le renchérissement mais la progression, qui est plus du double que la progression future de l'aéroport, doit s'adapter".

Ce nouveau système de rémunération ne limite que la progression pour environ 200 employés, mais les salaires restent identiques. Sauf que cette progression, représente une annuité automatique de 2,5% sur vingt ans et la prime de fidélité.

"Nous avons engagé beaucoup de personnes a un niveau plus bas, soit 250 personnes qui vont avoir leur salaire augmenter. Nous

voulons pouvoir reconnaître l'expérience d'une personne à l'extérieure, il y a là un vrai problème"

Les syndicats dénoncent un manque de négociation:

"Economiquement, nous avons un système que nous ne pouvons plus payer. Nous souhaitons discuter sur la façon de répondre à ce défi, mais les partenaires sociaux ont refusé le dialogue. Nous avons rallonger la période de négociation pour y parvenir, mais nous n'y sommes pas arrivés".

POLITIQUE

Frontaliers:
Paris et Berne
confirment
le taux de 40%
de télétravail

FISCALITÉ. Un avenant a été signé mardi, à Paris, confirmant l'accord amiable de décembre.

Jonas Follonier

C'est officiel. Les salariés français exerçant leur activité en Suisse pourront effectuer jusqu'à 40% de leur temps de travail annuel à domicile. La secrétaire d'Etat pour les questions financières internationales, Daniela Stoffel, a signé mardi à Paris un avenant à la convention bilatérale contre les doubles impositions (CDI) amenant de nouvelles règles pour le télétravail, dont celle-ci. Ce texte, qui doit encore être accepté par les parlements des deux Etats, fait partie de la solution convenue fin 2022.

Clause limitative

Si les milieux économiques ont accueilli favorablement la conclusion de l'avenant, qui offre une certaine latitude aux employeurs, il reste que les missions temporaires effectuées dans l'Etat de résidence du frontalier ou dans un Etat tiers entrent dans le cadre des 40% de tolérance pour le télétravail et qu'elles ne devront pas dépasser dix jours par année. Novartis, qui n'a pas été en mesure de nous répondre mardi, s'était dit inquiet de cette clause dans nos colonnes en avril dernier. ■

Plus de 140.000
paraphes contre
la réforme du
deuxième pilier

PRÉVOYANCE. Le référendum contre la réforme du deuxième pilier, lancé fin mars, a fait le plein de voix. La gauche et les syndicats ont remis mardi 141.726 signatures à la Chancellerie fédérale. Le peuple votera en mars 2024. Les syndicats et la gauche avaient jusqu'au 6 juillet pour récolter les 50.000 paraphes nécessaires. Les nombreuses signatures montrent que les gens en ont assez du démantèlement des rentes, a dit lors de la remise Pierre-Yves Maillard, le président de l'Union syndicale suisse et conseiller national PS. Adoptée par le Parlement ce printemps, la réforme de la prévoyance professionnelle (LPP21) entraîne des baisses de rentes pouvant atteindre 3240 francs par an, selon les référendaires. (ats)

Ce que changera la nouvelle loi sur la protection des données

NUMÉRIQUE. Dès le 1^{er} septembre prochain, le préposé fédéral va intensifier son activité de surveillance et augmenter le nombre d'enquêtes.

La révision de la loi sur la protection des données entrera en vigueur le 1^{er} septembre prochain. Conséquence des nouvelles dispositions: le préposé fédéral à la protection des données va intensifier son activité de surveillance et augmenter le nombre d'enquêtes. Aujourd'hui, tout le monde ou presque est connecté à internet, que ce soit pour faire ses paiements en ligne ou rencontrer des amis. Le volume et l'intensité du traitement des informations personnelles en sont décuplés, constate le préposé fédéral à la protection des données dans son 30^e rapport d'activités 2022/23 publié mardi.

Les mésaventures de la plateforme mesvaccins.ch ou du registre des dons d'organes de Swisstransplant montrent que les règles du nouveau droit sont plus nécessaires que jamais. La nouvelle loi doit fournir à l'économie de nouveaux outils afin de répondre aux attentes légitimes de la population de bénéficier d'une protection solide de la sphère privée.

Elle instaurera des nouveautés non seulement pour les personnes traitant des données, mais aussi pour le préposé fédéral. Dorénavant, lorsque le traitement de données envisagé sera susceptible d'entraîner un risque élevé pour la personnalité ou les droits fondamentaux de la personne



Internet. Les nouveaux instruments devraient permettre de mieux protéger la vie privée des internautes.

concernée, le responsable du traitement devra procéder à une analyse d'impact.

Aucun pouvoir de sanction

Le préposé fédéral examinera son avis dans un délai de deux mois. Les associations professionnelles, sectorielles ou économiques pourront élaborer leur propre code de conduite et le soumettre au préposé. Ce dernier publiera ses prises de position.

Les responsables du traitement devront à l'avenir annoncer

les cas de violation de la sécurité des données. Si le préposé constate des infractions, il pourra rendre une décision qui pourra être contestée devant le Tribunal administratif fédéral. Contrairement aux autorités de surveillance de l'Union européenne, il restera toutefois privé de tout pouvoir de sanction.

Seront à l'avenir punissables la violation intentionnelle des obligations d'informer, de renseigner et de collaborer et la violation intentionnelle des devoirs de diligence, notam-

ment lors de la communication de données personnelles à l'étranger, d'une sous-traitance et de la fourniture de la sécurité des données.

Les amendes d'un montant maximal de 250.000 francs pourront être prononcées contre la personne privée responsable du traitement sur plainte. L'amende prévue pour les personnes morales sera quant à elle plafonnée à 50.000 francs. Les procédures en cours seront jugées selon le droit actuel, même si elles n'aboutissent qu'après l'entrée

en vigueur de la nouvelle loi, précise le rapport.

Le préposé fédéral sera à l'avenir élu par le Parlement. Jusqu'ici, il était nommé par le Conseil fédéral et sa nomination était soumise à l'approbation de l'Assemblée fédérale. Cette nouvelle règle renforcera l'indépendance de l'office. Le préposé engagera lui-même son personnel et disposera de son propre budget. Il restera rattaché à la Chancellerie fédérale. (awp)

CS-UBS: une exception problématique

Le Conseil fédéral a prévu d'exclure l'accès aux documents officiels sur les prêts et la garantie du risque de défaillance octroyés pour le rachat de Credit Suisse par UBS. Cette dérogation à la loi sur la transparence décidée par droit d'urgence est problématique aux yeux du préposé fédéral à la protection des données. Cette exception n'est pas la première.

La loi sur la transparence garantit aux citoyens l'accès aux documents officiels. Le fait de limiter ce droit au moyen du droit de nécessité soulève des questions juridiques de fond, estime le préposé fédéral à la protection des données dans son 30^e rapport d'activités 2022/23. (ats)

Appel des milieux économiques à réagir face à la pénurie de main-d'œuvre

EMPLOI. A quatre mois des élections fédérales, Economiesuisse et l'UPS estiment que le problème du manque de travailleurs doit être au cœur de la campagne.

Jonas Follonier

La Suisse souffre d'une pénurie de main-d'œuvre accentuée par les départs à la retraite des baby-boomers, nés entre 1945 et 1960. Le surnombre de ces personnes par rapport à celles qui entrent sur le marché du travail s'accroîtra encore ces prochaines années. C'est le constat qu'a posé lundi devant la presse Economiesuisse, accompagné par l'Union patronale suisse (UPS) et Swiss Textiles, la faitière d'un secteur particulièrement touché par la problématique. Selon Carl Illi, son président, il est déjà très difficile de pourvoir des postes dans ce domaine.

Les organisations économiques, qui réfléchissent à des solutions, comptent placer ce thème au centre de la campagne pour les élections fédérales d'octobre prochain. «Même si le pays ne crée pas de nouveaux emplois, il de-

vrait manquer 431.000 personnes sur le marché du travail d'ici à 2040, soit environ 8% de la population active», a ainsi déclaré Christoph Mäder, président d'Economiesuisse. «Quelque 130.000 postes sont actuellement vacants, une tendance qui constitue aujourd'hui le principal frein à l'économie suisse», a établi Valentin Vogt, président de l'UPS.

L'immigration ne suffit pas

Les associations patronales proposent d'agir sur trois leviers principaux afin de remédier à cette pénurie de personnel, indépendante des secteurs, des régions et des niveaux de formation: le maintien de l'immigration via la libre circulation des personnes, l'augmentation de la productivité et la bonne utilisation du potentiel indigène. Concernant ce dernier point, les milieux de l'économie misent notamment sur une meilleure concilia-

tion entre vie familiale et vie professionnelle, la création d'incitatifs pour retenir plus longtemps les travailleurs âgés sur le marché du travail ou encore un ralentissement de la création de places de travail par l'Etat ou les entreprises proches des pouvoirs publics.

Le défi du manque de main-d'œuvre concerne aussi le financement de la prévoyance vieillesse. Les faitières ont calculé que les charges augmentent de 2000 francs par personne et par an d'ici à 2050. Questionné sur l'initiative des Jeunes PLR sur laquelle les Suisses se prononceront l'an prochain et qui prévoit d'augmenter l'âge de la retraite à 66 ans puis de le lier à l'espérance de vie, Valentin Vogt a répondu que «c'est une bonne idée sur le principe, mais qui tombe mal au niveau du calendrier». Le peuple votera la même année sur la réforme du deuxième pilier et sur l'initiative de la gauche vi-

sant à introduire une treizième rente d'assurance vieillesse et survivants (AVS). «Le message pourrait alors être brouillé» aux yeux du président de l'UPS, pour qui il est cependant «fondamental que le thème soit sur la table».

La semaine de quatre jours, déjà pratiquée par des sociétés et visant à attirer entre autres de jeunes collaborateurs, a également fait l'objet d'une question. Christoph Mäder a dit accueillir cette idée «avec un certain scepticisme», car elle créerait des situations privilégiées pour «des employés qui peuvent se permettre de travailler dix heures par jour, dans le tertiaire par exemple, par rapport à ceux qui ne le peuvent pas». En outre, selon le président d'Economiesuisse, «il serait malvenu en tant qu'entreprise de mettre en place cette mesure pour ensuite revenir en arrière quand la conjoncture est plus mauvaise». ■

POINT FORT

«Hotelplan a déjà atteint une grande partie de ses objectifs de réservations cette année»

TOURISME. Laura Meyer, CEO du voyageur suisse, anticipe une croissance du chiffre d'affaires cette année, portée entre autres par les vacances balnéaires et les voyages intervilles. Entretien.

Laure Wagner

Elle a pris ses fonctions en pleine pandémie. Deux ans et demi plus tard, Laura Meyer peut reprendre son souffle. Le groupe Hotelplan est sorti des chiffres rouges l'année dernière, porté par le besoin de rattrapage des vacanciers après deux années de restrictions des voyages. Ce n'est toutefois pas la seule raison, précise la directrice du voyageur suisse qui appartient à la coopérative Migros. Malgré l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat, les gens continuent de dépenser de l'argent pour voyager, s'est-elle réjouie.

Alors que la période clé des vacances estivales est sur le point de commencer, le groupe a déjà atteint une grande partie de ses objectifs de ventes, en termes de réservations, assure Laura Meyer. C'est ce qui lui permet d'être optimiste et de viser encore une progression du chiffre d'affaires cette année.

La CEO du groupe Hotelplan entend aussi faire du développement du tourisme durable une de ses priorités. Elle détaille la stratégie de son groupe et présente les engagements concrets pris en la matière. Entretien.

«Les entreprises ont de nouvelles habitudes en termes de voyage et beaucoup de choses se font en ligne dans le monde du travail maintenant.»

Laura Meyer
CEO du groupe Hotelplan

Une dynamique de croissance

■ Le groupe Hotelplan a dégagé un chiffre d'affaires de 1434,9 millions de francs sur l'exercice 2021-2022, soit une hausse de 122,5% par rapport à l'exercice précédent (2020-2021). Vos cinq unités commerciales affichent des résultats en hausse.

C'est un soulagement pour vous qui avez pris vos fonctions pendant la crise sanitaire?

Comme notre année commerciale commence en novembre, les cinq premiers mois de l'exercice ont encore été difficiles. Par ailleurs, les réservations ont commencé relativement tard dans l'année, donc nous avons dû tra-



Laura Meyer. «La tendance des locations de maisons et d'appartements s'installe. Interhome représente donc un axe stratégique de développement», affirme-t-elle. Des acquisitions de portefeuilles ont été effectuées.

ter beaucoup de réservations en peu de temps. Malgré ce contexte, nous avons réussi à revenir dans les chiffres noirs, donc je suis effectivement très heureuse pour le groupe et pour nos employés qui ont traversé une période difficile.

■ Vous avez même réussi à dépasser de 20,8% votre dernier chiffre

d'affaires publié avant le Covid (2018-2019). Comment l'expliquez-vous?

Il y a eu un besoin de rattrapage, c'est sûr. Mais cette progression est surtout liée à l'acquisition du voyageur allemand Vtours qui a rejoint le groupe en novembre 2019. Sans cette acquisition, nous serions plus autour de 85% de notre chiffre d'affaires d'avant la pandémie pour

l'ensemble du groupe à la fin de l'exercice. Cela étant dit, nous sommes dans une bonne dynamique de croissance, qui se poursuit cette année, puisque nous avons déjà dépassé notre chiffre d'affaires de 19% pour les vacances balnéaires et des voyages intervilles par rapport à 2019.

■ Parmi vos unités, le groupe Interhome

5
unités commerciales dans le domaine des loisirs et des voyages d'affaires

2000
employés dans 18 pays

82
succursales en Suisse

186
destinations couvertes en 2022

spécialisé dans la location de maisons et d'appartements de vacances a notamment tiré son épingle du jeu, en enregistrant son meilleur chiffre d'affaires jamais réalisé (371 millions de francs). Assisté-t-on à un changement des habitudes de voyage depuis la pandémie?

Les locations de vacances représentent pour beaucoup de personnes un moyen populaire de voyager. Donc c'était déjà une tendance avant le Covid. Elle s'est accentuée pendant la crise pour des raisons pratiques et d'hygiène: les clients ont privilégié les destinations plus proches, accessibles en voiture et ils se sont sentis plus en sécurité dans une location que dans un hôtel.

Aujourd'hui, cette tendance s'installe. Donc la division Interhome représente un axe stratégique de développement de notre groupe. Nous avons ouvert plus de dix bureaux en Europe et élargi notre offre de service pour nos clients. Nous avons également réalisé plusieurs acquisitions de portefeuilles à travers le monde.

■ A l'inverse, le rythme de croissance n'est pas aussi marqué pour vos marques spécialisées dans les voyages d'affaires (Finass et BTA first travel). Etes-vous inquiète pour l'avenir de cette unité? Effectivement, nous n'avons pas encore retrouvé les niveaux de 2019 pour les voyages d'affaires. Et nous n'y arriverons vraisemblablement pas non plus cette année. Parce que les entreprises ont de nouvelles habitudes en termes de voyage, et que beaucoup de choses se font en ligne dans le monde du

travail maintenant. Les gens voyagent moins souvent, mais plus longtemps, pour des raisons de coût et de durabilité. Je ne crois pas que ce rythme va changer.

Je ne suis toutefois pas inquiète pour autant pour nos marques, car notre rôle de partenaire avec tous nos services est crucial pour les entreprises. D'ailleurs, Finass et BTA first travel ont toutes les deux enregistré un nombre important de nouveaux clients, c'est la preuve que les voyages d'affaires ont un avenir. Les deux entreprises sont profitables, apportent une valeur ajoutée aux clients. Nous n'avons pas l'intention de les vendre.

Malgré l'inflation, l'attrait des vacances

■ L'année 2022 a été marquée par l'inflation. Le budget des vacances est directement impacté par la hausse des prix de l'énergie et des transports: avez-vous chiffré cette augmentation chez Hotelplan?

Nous avons fait une analyse comparative chez Hotelplan Suisse. Pour une semaine de vacances au bord de la mer Méditerranée, l'augmentation du budget est de 6% en moyenne par rapport à 2019. Mais ce n'est pas seulement à cause de l'inflation.

«Concernant nos activités entrantes, le franc fort représente un défi. Mais la Suisse se positionne comme une destination haut de gamme, de qualité, depuis un certain temps déjà.»

■ Malgré ce contexte très volatil, les ventes de voyage n'ont pas chuté l'année dernière...

En effet, quand on regarde les dépenses des consommateurs, certains postes ont baissé, tandis que d'autres ont augmenté: les vacances font partie de cette catégorie de dépenses. Je crois que la pandémie, puis la guerre en Ukraine avec son lot d'incertitudes ont contribué à rendre plus fort le besoin de vacances en fait.

■ Vous visez encore la croissance du chiffre

d'affaires pour cette année. Cela veut dire que l'augmentation de la demande ne manifeste pas seulement un besoin de rattrapage, mais plutôt une tendance qui va se poursuivre dans la durée, selon vous?

Pour l'instant, nous constatons que les clients de nos marchés clés dépensent toujours de l'argent pour leurs vacances. C'est ce qui me rend optimiste pour cette année. D'autant que nous avons déjà atteint une grande partie de nos objectifs de ventes pour l'année, en termes de réservations, à l'heure où je vous parle. Ensuite, nous attendons de voir ce que les prochaines années vont nous réserver.

■ **Quel est l'impact de la hausse du franc suisse sur votre activité?**

Pour nos activités sortantes, le franc fort est un avantage pour les clients suisses. Parce que, même si le prix du voyage est un peu plus cher au départ, sur place tout est moins cher, donc le budget pour des dépenses est plus important.

Concernant nos activités entrantes, le franc fort représente un défi. Mais la Suisse se positionne comme une destination haut de gamme, de qualité, depuis un certain temps déjà. Donc cela peut représenter une opportunité dans le contexte où la demande vers un tourisme plus qualitatif est plus importante. La Suisse est déjà sur cette voie et elle est bien préparée pour répondre à cette demande.

Stratégie durable et voyage par le rail

■ **La semaine dernière, vous avez annoncé votre engagement au financement de projets durables à hauteur de dix millions de francs dans vos destinations touristiques. Quels types de projets allez-vous soutenir et quel est l'objectif de cette initiative?**

Cette initiative a pour objectif d'aider les hôtels avec lesquels nous travaillons à être plus durables. Parce que nous avons la conviction que les établissements les plus durables sont ceux qui seront les plus performants sur le long terme.

Dans cette optique, nous avons lancé deux projets. En premier lieu, nous avons déjà mis en place, avec l'association Futouris, des programmes de formation dans deux hôtels partenaires en Turquie. Par ce biais, nous aidons les hôteliers à lutter contre le gaspillage alimentaire ou à réduire les déchets plastiques par exemple.

Par ailleurs, nous avons lancé une initiative qui permet à nos partenaires d'investir

dans des projets de développement durable, comme la mise en place d'installations solaires pour la production d'électricité par exemple. Il s'agit d'un système de prêt, c'est-à-dire que nous avançons l'argent et qu'ils nous rembourseront plus tard.

■ **Depuis l'an dernier, Hotelplan Suisse propose des voyages forfaitaires en train par le biais de la marque Vacances Migros: quel est le poids de cette activité au sein de votre unité en Suisse? Et comment développez-vous le voyage par le rail à l'échelle du groupe?**

Nous avons lancé notre offre ferroviaire avec Migros vacances pendant la pandémie et elle s'est considérablement développée depuis.

«*Nous avons la conviction que les établissements les plus durables sont ceux qui seront les plus performants sur le long terme.*»

Plus largement, notre objectif est de proposer une alternative ferroviaire quand c'est possible. Depuis la pandémie, le train est devenu la solution privilégiée par nos clients pour les courtes distances. Aujourd'hui, nous vendons près de 90% de nos voyages à Paris par le rail par exemple. Pour les moyennes distances (10-12 heures de train), la demande augmente aussi, mais à un rythme plus lent.

■ **La compagnie Swiss propose de voler avec du carburant d'aviation durable – des carburants alternatifs, produits à partir de différentes ressources plus ou moins renouvelables, comme la biomasse, les algues, les déchets agricoles ou alimentaires ou encore l'hydrogène... Proposez-vous ce type de vols à vos clients, comme le Gstaad Palace s'est engagé à le faire pour sa clientèle d'affaires par exemple?**

Nous sommes une entreprise de services, donc nous nous efforçons de proposer toutes les options à nos clients. Cela veut dire qu'ils peuvent apporter une contribution à la protection du climat via notre collaboration avec MyClimate.

Nous leur offrons aussi la possibilité de choisir des vols avec du carburant d'aviation durable, en partenariat avec Swiss. Mais nous leur laissons toujours le choix et aujourd'hui beaucoup de clients n'ont pas les moyens de s'offrir un vol avec du carburant durable, car c'est actuellement encore très cher. ■

ENTREPRISES SUISSES

Les installations d'Insolight changent d'échelle

AGRITECH. Les panneaux translucides de la firme vaudoise ont été montés sur une bien plus vaste surface qu'à l'accoutumée. Ce changement de dimension concernera au moins une trentaine de projets en Suisse, France et Italie.

Sophie Marenne

Cet été, les Lucernois goûteront aux premières framboises cultivées sous des panneaux solaires translucides. Ils ont été posés par Insolight sur l'exploitation Bioschmid d'Heinz et Monika Schmid, située à 30 minutes du chef-lieu cantonal. Les fruits pousseront sous la toute première installation à grande échelle de la start-up vaudoise. Les détails de cette première installation de grande envergure ont été présentés mardi.

«Jusqu'ici, nos projets pilotes ont toujours fait quelques centaines de mètres carrés. Celui-ci mesure à peu près 2600 m². Bien plus grand donc, nous l'avons monté juste à temps pour la belle saison, pour une production de plusieurs tonnes», indique Laurent Coulot, CEO et cofondateur d'Insolight. Le montant de cet investissement n'a pas été dévoilé, mais il est «soutenu par l'Office fédéral de l'énergie», précise-t-il.

Née en 2015 à l'EPFL Innovation Park, l'agritech aujourd'hui installée à Renens considère la mise en service de ce site comme une étape clé de son parcours. «Grâce à ce projet, nous avons beaucoup appris sur nos structures de coûts. Nous sommes au plus près des 2 francs par watt produit, pour toute l'installation, raccordement électrique compris. Ce qui signifie que nos panneaux génèrent un retour intéressant pour nos partenaires», décrit le CEO. Ces coûts devraient encore diminuer pour la trentaine de projets dans le pipeline de la société, dont une vingtaine en Suisse, «pour plus de 30 millions de revenu potentiel», se réjouit l'ingénieur.

Actif principalement en Suisse, Insolight consolidera sa présence en France au cours de



Solaire. Des tonnes de framboises bio pousseront, dans le canton de Lucerne, sous ces modules translucides. Ils protègent les plantes et produisent de l'énergie verte.

l'été et commence sa prospection en Italie. Outre la couverture de plantations de framboises, fraises et myrtilles, elle cible maintenant les vergers de pommiers et de cerisiers grâce à des panneaux fixés sur des filets de protection. «Le but est de découpler la taille des installations, pour obtenir un coût de l'électricité encore plus bas», commente Laurent Coulot.

Inspiré de l'industrie spatiale

Inspirée par les cellules utilisées dans l'industrie spatiale, Insolight a d'abord produit ses propres panneaux à très haut rendement, avant de s'appuyer sur des produits existants venus d'Asie et d'Europe, dont l'entreprise ajuste la capacité de filtration de la lumière. Depuis sa création, la firme a levé plus de 12 millions de francs. Lors de son dernier tour de table, ses investisseurs histo-

riques, comme le capital-risqueur Verve ou la Banque cantonale zurichoise (ZKB), ont été rejoints par le fonds français de capital-risque pour la transition énergétique Deme-

ter. «Le seuil de rentabilité ne sera pas atteint en 2023 mais nous nous en rapprochons», assure l'entrepreneur à la tête d'une équipe d'une vingtaine de personnes. ■

Avec la hausse des prix, l'engouement pour le solaire

Le photovoltaïque gagne en attrait dans la production d'électricité en Suisse, notamment auprès des particuliers qui s'équipent face à la flambée des prix. Si les goulots d'étranglement dans la fourniture d'équipements se sont résorbés, le secteur recrute à tour de bras pour répondre à la demande dans un marché de l'emploi quasiment à sec.

L'Association des entreprises électriques suisses (AES) a récemment annoncé un nouveau coup de massue pour les propriétaires: en 2024, les tarifs de l'électricité

augmenteront en valeur médiane d'environ 12%. Cette nouvelle hausse fait suite à un relèvement des prix de 27% cette année et vient s'ajouter à la flambée générale due à l'inflation.

Ce nouveau tour de vis a été justifié par une «crise énergétique persistante» en raison de la guerre en Ukraine et la sécheresse en Europe, selon l'AES. Il n'est donc pas étonnant de voir fleurir ces derniers mois en quantité des panneaux solaires sur les toits des maisons et même sur les balcons des appartements. (awp)

Kinarus recourt à ses actionnaires pour se financer dans l'immédiat

BIOPHARMA. Le laboratoire a conclu des prêts jusqu'à l'arrivée des liquidités liées au placement auprès du chinois CBIM.

Le laboratoire rhénan Kinarus a conclu avec certains de ses actionnaires des prêts relais subordonnés pour assurer son financement jusqu'à l'arrivée des liquidités liées au placement auprès du chinois Chaodian Investment Management (CBIM) d'un emprunt convertible de 1,5 million de francs. «L'engagement de CDIM envers Kinarus n'a

pas faibli, mais il existe des procédures bureaucratiques et réglementaires usuelles à respecter lorsque des groupes chinois investissent à l'étranger», assure le président Hari Kumar, cité dans le communiqué diffusé mardi.

Le laboratoire rhénan peut dès à présent puiser dans ces crédits ponts. La société ne disposait en fin d'année der-

nière plus que de 1,3 million de francs de liquidités et équivalents, alors que sa perte nette annuelle avait frôlé les 35 millions.

Autres opportunités explorées avec des tiers

Le partenariat conclu mi-mai avec CDIM doit permettre d'offrir à Kinarus le temps nécessaire afin de nouer une

collaboration avec un acteur pharmaceutique chinois pour évaluer l'action du KIN001 contre la fibrose pulmonaire idiopathique dans l'Empire du Milieu.

La firme bâloise explore parallèlement avec des tiers d'autres opportunités pour son principal produit expérimental, dont d'éventuels accords de licence. (awp)